

Communiqué de presse

Evry, le 12 février 2013

La CCI Essonne en faveur d'un Grand Paris Express intégral, cohérent et inscrit dans le temps de l'entreprise

La CCI Essonne porte la parole des entreprises du territoire pour que leurs besoins et leurs attentes soient pris en compte dans la révision du calendrier de réalisation et de financement du Grand Paris Express (GPE).

Avant d'engager les premiers travaux de réalisation du futur métro automatique du Grand Paris, le gouvernement a souhaité actualiser et réévaluer les coûts et le calendrier du projet. Si cette démarche se justifie pour des raisons de transparence dans un contexte de recherche d'économies budgétaires, les préconisations du rapport d'expertise rendu par Pascal Auzannet n'en sont pas moins déconnectées de la réalité du monde économique.

La CCI Essonne, en coordination avec les CCI d'Ile-de-France, a donc décidé de conduire une série d'actions de sensibilisation avant que le Premier ministre ne se prononce sur le calendrier de réalisation et de financement du Grand Paris Express.

A la faveur de ses rencontres avec les acteurs politiques, Philippe Laviaille - Président de la CCI Essonne - s'attache à faire entendre la demande des entreprises du territoire : elles se mobilisent pour que le Grand Paris Express soit réalisé dans son intégralité, respectant ainsi une cohérence globale du projet, tant sur le plan économique et social que territorial, et dans des délais compatibles avec le temps de l'entreprise.

Le monde économique nourrit des attentes fortes vis-à-vis de ce nouveau réseau de transport dont la réalisation doit être vue, non comme une charge, mais comme un investissement au service de la croissance, de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité de la Métropole capitale.

Pour le Sud francilien, la mise en place concomitante de la ligne verte d'Orly à Versailles et du prolongement de la ligne 14 jusqu'à Orly sont des priorités pour redonner des marges de manœuvre aux RER, le B en particulier, et développer le potentiel du Plateau de Saclay. En guise d'exemple, le cluster attend 100 000 emplois pour 2015 et le campus, sur le sud du plateau, devrait regrouper, en 2025, 40 000 étudiants et 25 000 enseignants et chercheurs venus du monde entier. Il ne parviendra à attirer des investissements privés que s'il est correctement relié au reste de la métropole et aux aéroports internationaux !

Par sa mobilisation auprès des décideurs, la CCI Essonne veut également faire partager les préoccupations des acteurs économiques à propos du déficit de financement du GPE. Celui-ci ne doit pas être comblé par le seul alourdissement de la fiscalité pesant sur les entreprises. La contribution actuelle des entreprises au financement des transports publics est déjà unique au monde¹.

Pour le président de la CCI Essonne, selon lequel « *une réalisation plus longue ne fera qu'engendrer davantage de coûts* », il importe d'identifier de nouveaux leviers en vue de faire face au coût additionnel de 9,4 Mds €. Il demande à nos représentants de faire preuve « *d'innovation financière* » en examinant de nouvelles pistes comme celles de la tarification, de la réalisation d'économies sur les coûts de fonctionnement, l'obtention de gains de productivité des opérateurs de transport, ou un recours à l'emprunt sur une plus longue période.

A l'heure où Paris a dégringolé de la 6^{ème} à la 10^{ème} place dans l'accueil des investissements étrangers, il est urgent de tout mettre en œuvre pour que la Métropole capitale redevienne attractive pour les entreprises. 2030 est un horizon bien trop lointain au regard de cette urgence. A ce titre, Philippe Laviaille estime « *regrettable de retarder un moyen de transport qui structurera le territoire, contribuera à ancrer la grande couronne dans la métropole, générera d'innombrables retombées et ouvrira des perspectives économiques considérables pour l'Essonne et la région, et au-delà pour la France* ».

ⁱ Les entreprises sont le principal financeur du fonctionnement des transports en commun d'Ile-de-France et elles financent le quart de l'investissement du projet du Grand Paris Express